

Reportage

## Au Laos, un barrage-laboratoire

mercredi 29 août 2007, par [BEZAT Jean-Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 28 août 2007).

### PLATEAU DU NAKAÏ (LAOS) ENVOYÉ SPÉCIAL

Bientôt, Soon et ses maisons sur pilotis aux murs de bambou tressé auront disparu, comme les masures de Nong Boua, de Keng Gnao, de Khone Khen et d'une dizaine de villages accrochés aux berges de la rivière Nam Theun, affluent du Mékong. Elles seront englouties, à l'automne 2008, par un réservoir de 450 km<sup>2</sup> - les trois quarts du lac Léman -, qui alimentera une centrale hydroélectrique de 1 070 mégawatts, en cours de construction. C'est le plus grand projet au monde actuellement en construction, après le barrage chinois des Trois-Gorges, édifié sur le Yangzi.

Khamsi, regard sombre, chignon strict, ne regrette pas son ancien toit. Le barrage ? La présidente de l'Union des femmes du village y voit la promesse d'une vie meilleure pour les six enfants qui lui restent et pour les 6 200 déplacés du plateau du Nakaï : « *Nous vivions dans des taudis, il fallait marcher une demi-heure pour trouver de l'eau et une journée entière avec mes enfants pour aller dans la forêt, sur mon terrain de brûlis où je cultivais le riz.* »

Assis à ses côtés, le chef du village poursuit, sous l'oeil approbateur du gouverneur de la région. « *Avant, dit-il, il n'y avait pas d'école, pas de crèche, pas de route d'accès* » pour descendre à Thakhek, la capitale provinciale, et écouler la maigre production agricole des villageois. Lui aussi s'est installé dans le village édifié par Nam Theun Power Company (NTPC), le consortium international qui construit et exploitera le barrage sous la direction d'EDF, détenteur de 35 % des parts.

Il y a eu des inquiétudes dans cette région perdue à 250 km au sud-est de Vientiane, la capitale. Mais les habitants ont pris possession de leurs maisons. Des logis traditionnels qu'ils ont conçus eux-mêmes, plus hauts sur leurs pilotis de béton, plus solides avec leurs murs de bois et leur toit en dur, plus confortables avec l'électricité et l'eau potable. De l'étage, le regard plonge sur des petits potagers clos où les aubergines disputent la place aux papayers. Plus loin, entre les pins géants, on devine des champs de riz, de choux, de moutarde, d'arachide, des bananeraies...

Le dispensaire est tout proche. Placardées dans les villages et sur les chantiers, des affiches avec des têtes de mort entourées d'un chapelet de mines et de bombes rappellent que la piste Hô-Chi-Minh, pilonnée par les B52 américains durant la guerre du Vietnam, traversait le plateau. Le nettoyage des sites par des équipes de démineurs zimbabwéens a bien avancé, et plus de 15 000 engins ont été désamorçés, mais des milliers de munitions truffent encore la forêt.

Sur ce plateau du Nakaï situé entre les eaux limoneuses du Mékong et la cordillère Annamitique bordant le Vietnam, les villageois n'avaient du riz que pour quatre mois. Le reste de l'année, ils survivaient de la chasse, de la cueillette et de l'arrachage de racines dans la forêt. L'espérance de vie est de 47 ans et le revenu annuel d'une famille de six personnes de 400 dollars. NTPC prévoit au moins son doublement dans les cinq ans suivant le relogement, grâce aux programmes de pêche, d'aquaculture, d'élevage, d'agriculture, d'activités forestières et de tissage.

« *Ici, c'est un laboratoire* », résume Jean Foerster, ancien expert de la Banque mondiale, qui dirige le projet social et environnemental. Un « laboratoire » où se jouent la crédibilité de la Banque et l'avenir des grands barrages hydroélectriques. En mars 2005, avant de donner son feu vert en bravant l'opposition de 150 ONG, l'institution de Washington a exigé des garanties. Et jamais la construction d'un ouvrage n'a été entourée de tant de précautions.

« *Sans son accord, nous n'y serions pas allés*, affirme le PDG d'EDF, Pierre Gadonneix. *Sur ces projets, l'acceptation par les populations est devenue un enjeu majeur.* » Depuis le milieu des années 1990, la Banque refusait sa caution financière à ces « éléphants blancs » aux effets dévastateurs. « *Les grands ouvrages ont mené à la dégradation de forêts et d'habitats, de la faune, de la biodiversité aquatique* », dénonçait la commission mondiale des barrages, en 2000, dans un rapport commandé par la Banque. Elle constatait qu'« *entre 40 et 80 millions de personnes ont été déplacées, tandis que le mode de vie de nombreux habitants en aval avait été affecté* », concluant sur le « *succès limité* » des efforts pour réduire leur impact.

Les promoteurs du projet laotien affirment qu'ils en ont tiré les leçons et que les habitants du plateau et les 70 000 riverains de la rivière X<sup>e</sup> Bang Fai, où seront rejetées les eaux de la centrale, en profiteront. La politique de développement absorbera 10 % du coût de Nam Theun 2, évalué à 1,45 milliard de dollars. Le plateau du Nakaï a vu débarquer une centaine d'anthropologues spécialistes des conflits hommes-éléphants, des psycholinguistes spécialistes des ethnies locales (Kri, Brou, Sek...), des botanistes et des zoologistes, des hydrologues et des agronomes...

La Banque a aussi imposé la protection de la zone tropicale dominant la rivière Nam Theun. A trois jours de marche de Sop On, Ban Navang est un hameau misérable d'une cinquantaine de logis posés au cœur de la forêt. Plus déshéritée encore que celles du plateau, une famille y vit avec 200 dollars par an. Dans sa modeste maison aux parois à claire-voie, le chef du village rêve tout haut d'une route qui briserait l'isolement et rapprocherait l'hôpital du district... Il ne l'aura sans doute pas, mais son hameau a la chance d'être situé dans la zone protégée de 4 000 km<sup>2</sup> où NTPC versera chaque année 1 million de dollars pendant trente ans pour aider les 5 800 âmes qui y vivent, éviter la dégradation des sols - et donc celle du réservoir alimentant le barrage -, préserver la biodiversité exceptionnelle d'une région où l'on a découvert cinq espèces inconnues de grands mammifères. Une zone si riche que d'anciens miliciens du Pathet Lao, guérilla communiste antiaméricaine, ont été reconvertis dans la traque des braconniers et des trafiquants de bois précieux.

Sur le plateau du Nakaï, les habitants savent qu'ils devront devenir rapidement autosuffisants. « *A partir de 2009, nous gérerons seuls l'exploitation du bois. Pas plus de 5 000 m<sup>3</sup> de grumes par an. Au-delà, ce serait réduire dangereusement la forêt* », explique le chef de la coopérative forestière en arpentant les hangars où s'entassent planches, poutres de charpente et troncs émondés. Bernard Tribollet, directeur de NTPC, concède que « *c'est une révolution* » pour une population qui va brutalement passer d'une activité de subsistance à une économie monétaire.

L'apprentissage est rude. Les villageois se sont déjà plaints de l'arrêt de la distribution de viande et de poisson. C'est la règle édictée pour ne pas créer de dépendance chez les personnes déplacées et les laisser produire leurs protéines grâce à un petit élevage, explique Jean Foerster. Le relogement ? Il a été freiné par la pénurie de bois de construction, concède-t-il, mais les 400 familles en attente (sur 1 216) seront relogées à la saison sèche. Restent des problèmes d'érosion et de drainage pour les routes d'accès.

NTPC a payé des experts de renommée mondiale comme les écologistes David McDowell et Lee Talbot, ou le spécialiste des déplacements de populations Thayer Scudder. Ils évaluent le projet tous les six mois et rendent compte au gouvernement laotien. « *Ils ont toujours été très positifs, mais sans complaisance*, jure Foerster. *A la fin de chaque mission, on a droit à cinquante*

*recommandations pour améliorer les choses.* » Elles s'ajoutent à celles du gouvernement et de la Banque mondiale, désormais plus confiante qu'au début.

Tous ces garde-fous n'ont pas convaincu les associations écologistes, qui restent foncièrement hostiles aux grands barrages. Elles accusent la Banque mondiale d'avoir signé « *un chèque en blanc* » à EDF et à un gouvernement laotien qu'elles jugent incapable de gérer un projet si complexe. Réunis fin juin sur le site du chantier, à l'invitation de NTPC, les opposants ont relancé l'offensive, s'inquiétant de la perte de terres arables, du retard des compensations financières, du sort des populations en aval de la centrale...

« *L'exploitation forestière illégale augmente, les contrôles environnementaux sont insuffisants, le réservoir d'eau va se transformer en fosse d'aisance...* », a fustigé l'association américaine International Rivers Network (IRN). La Banque mondiale lui a répondu point par point avant de juger les conclusions d'IRN « *inexactes* ». « *En huit jours, ils n'ont vu que 0,01 % de la population et ils avaient écrit leurs conclusions avant d'arriver sur le site* », s'agace Jean Foerster.

Les autorités laotiennes préfèrent contre-attaquer sur le terrain économique et social - la production sera pour 5 % consommée dans le pays, pour 95 % vendue à la Thaïlande. « *Le barrage rapportera 2 milliards de dollars entre 2009 et 2034, puis l'Etat en deviendra propriétaire* », plaide Khamphone Saignasane, patron d'Electricité du Laos. Avec une manne représentant presque son PIB annuel, le pays le plus déshérité d'Asie du Sud-Est compte réduire la pauvreté de moitié en 2015. Et rien n'est trop beau pour en faire le « *Koweït de l'hydroélectricité* ».

---

## **P.-S.**

\* Article paru dans l'édition du 29.08.07. LE MONDE | 28.08.07 | 14h40 • Mis à jour le 28.08.07 | 14h40.